



Déclaration Liminaire

CDEN du Lundi 13 mars 2023

Madame La préfète,
Madame la Présidente du département,
Madame L'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Malgré la propagande du gouvernement qui ne convainc pas du bien-fondé de sa réforme, l'écrasante majorité de la population comme 90% des salarié.e.s font preuve de « bon sens » et rejettent cette réforme brutale, inacceptable et inutile.

En opposition à ce projet de réforme des retraites, l'unité des organisations syndicales a construit un mouvement social solide, déterminé et ancré dans le paysage social. Ce sont plus de 2 millions de personnes qui marchent dans la rue pour afficher leur opposition. Cette opposition à la réforme touche désormais toutes les strates de la population. Malgré cela, le gouvernement et le Président de la République restent sourds et dégradent la cohésion sociale du pays en refusant toujours de retirer ce projet injuste. La semaine qui vient sera décisive.

Vous avez convoqué un CSA-D de repli vendredi dernier car comme les autres membres des organisations syndicales représentatives, l'UNSA a voté contre votre proposition de carte scolaire que vous nous avez présentée le jeudi 2 mars. Nous souhaitons vous préciser les raisons qui nous ont amenées à ne pas approuver vos décisions. En effet, si nous avons des points de convergence, certaines de vos décisions ne sont pas en accord avec nos mandats syndicaux.

Le SE-UNSA est le syndicat qui a dès leur création, soutenu et signé la mise en place des postes de PDMQDC. Leur mort annoncée par le Ministre Blanquer, était le signal qu'un jour ils disparaîtraient également et complètement de notre département. C'est vous qui décidez de le faire pour les raisons que vous avez évoquées et pour lesquelles nous pouvons souscrire en partie, mais la disparation d'un tel dispositif est une régression pour notre métier et pour les élèves qui pouvaient profiter de ces aides pédagogiques. La politique d'un



pas en avant-deux pas en arrière n'est pas notre façon d'envisager la politique éducative à moyen et long terme. Pour répondre à cette disparition, votre homologue de la Vienne a créé des postes de « Dispositifs renforcement des savoirs fondamentaux ». Selon L'UNSA Éducation, les trois postes supplémentaires accordés tout récemment au département auraient ainsi été très bien employés...

Vous proposez 31 - 3 fermetures de classe. Si pour certaines, nous ne pouvons que constater comme vous la baisse démographique qui amène cette décision, nous sommes cependant satisfaits de votre décision, que nous vous soumettions, de renforcer les équipes des écoles « politique de la ville » comme Coubertin à Niort et La Marelle à Bressuire. Nous pensons cependant que d'autres écoles mériteraient un coup de pouce, un signe d'encouragement pour les équipes, un soutien de la part de la hiérarchie, votre bienveillance : nous souhaitons ré-évoquer Pérochon à Cerizay, Pasteur et Paul Bert à Niort. Aussi, si nous avons bien entendu votre position sur la question qui anime la concurrence entre école publique et école privée, nous demandons que Mauléon Paul Martin obtienne de votre part un moratoire jusqu'en septembre pour constater et affiner les effectifs et ainsi prendre la meilleure décision en faveur de l'unique école de la République sur ce vaste territoire.

Enfin, votre décision de remettre à plat les décharges de direction et de retirer l'ensemble des décharges dérogatoires accordées ci-et-là, manque de discernement sur le fonctionnement de certaines de nos écoles. Vous souhaitez remettre de l'équité sur cette question. Seulement, la suppression de ces temps de décharges aux écoles qui accueillent des dispositifs comme les UEMA en maternelle, les UE en élémentaire, les ULIS ou les politiques de la ville est un signe négatif à nos collègues directeurs qui s'impliquent dans l'accompagnement de ces élèves aux besoins et aux suivis spécifiques. L'inclusion doit recevoir tous les moyens utiles à sa mise en place sur le terrain et nous pensons à l'UNSA, que la direction d'école ne peut pas être le grand oublié du tout inclusif. Certaines écoles rencontrent des difficultés récurrentes liées à l'accueil d'enfants difficiles. Les RSST peuvent nous aider à lire où les besoins sont les plus prégnants. Nous connaissons le terrain. On ne peut pas toujours compter sur l'investissement aveugle des collègues qui s'épuisent et finissent par rendre les armes, contraint.e.s et déprimé.e.s. Nous avons des exemples. Il vous faut Madame l'Inspectrice d'Académie entendre que la direction d'écoles se fait trop de façon empirique par manque de temps et de moyens. Alors accordez-en là où les besoins se font le plus ressentir.

Nous avons appris que le département a été doté de 3 postes. Notre dotation passe donc de -22 à -19. Même si c'est peu par rapport à ce que nous perdons, nous pensons que ces 3

postes seront utiles. Nous avons entendu que vous souhaitiez les remettre devant élèves sur 2 RPI : Glenay, et Les Fosses ainsi qu'à la maternelle René HERRY à Bressuire. Nous regrettons que ces propositions n'aient été ni concertées, ni réellement débattues en CSA-D. Nous sommes heureux pour nos collègues et les élèves de ces 3 écoles qui profiteront de meilleures conditions d'enseignements et d'apprentissage l'année prochaine. A l'UNSA, nous nous demandons si ce n'est pas une décision qui poserait juste momentanément un pansement sur une jambe de bois ! Il y a des besoins forts. Le terrain nous envoie des signaux. Nous pensons à l'UNSA que votre proposition de carte scolaire ne prend pas la réelle mesure de ces signaux. L'équité que vous nous avez mis sur la table en préalable de notre travail tant en GT qu'en CSA-D ne se vérifie pas dans votre projet de carte pour la rentrée 2023. En l'état, nous sommes déçus et nous ne pouvons souscrire à votre projet par le vote lors de ce CDEN.

Enfin, L'UNSA est engagé dans la lutte au réchauffement climatique et s'inscrit dans une politique verte. Le numérique à l'école a fait une entrée fracassante lors de la crise COVID et l'utilisation du numérique est de plus en plus présent dans nos quotidiens à l'école, comme dans nos loisirs. Seulement le tout numérique aujourd'hui passe par la bétonnisation de nos campagnes pour le stockage de toutes nos données numériques. Les DATA center envahissent nos territoires et nous n'avons pas les bonnes pratiques numériques. Nous conservons des données inutiles qui engorgent les serveurs partout dans le monde. L'Éducation Nationale se doit de montrer l'exemple pour une prise de conscience environnementale et pour encourager des bonnes pratiques vers le numérique responsable. En ce moment, nous sommes invités à participer au Digital Clean Up Day qui a pour échéance le 18 mars. Faire le tri de ses e-mails, de ses données dans les nuages permet de réduire les émissions en GES. L'année dernière, alors que cet évènement reste trop confidentiel, 1700 organismes divers en France ont participé et ont permis le nettoyage de près de 2000 To et d'économiser 464 T d'équivalent CO₂ soit 215 allers-retours Paris New York en avion de ligne ! cela peut apparaitre une goutte d'eau, mais si c'était la goutte d'eau qui évitait de faire déborder le vase... A quand, l'Éducation Nationale s'engagera-t-elle dans ce mouvement du numérique responsable pour amener nos élèves à s'engager et à conscientiser les effets néfastes du tout numérique sur notre planète.

Pour L'UNSA :

Johann BARANGER
Edith BOUTONNIER
Jérôme SENTIS

